

MINISTÈRE DES ARMÉES

AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE

Numéro d'identification :

P 25-04-005

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**ACCORD CADRE
PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES
DES ARTICLES R2124-1 à 2, R2161-1 à 5, R2162-2 à 9 ET R2162-13 à 14 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE**

Nom et adresse de l'acheteur public

**MINISTÈRE DES ARMÉES – SGA - SID
DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE CAYENNE**
Quartier de la Madeleine
CS 56019
97 306 CAYENNE Cedex

Téléphone : 05 94 39 56 76 - 58 06 (renseignements administratifs)

Courriel : did-cayenne-divadm.ach.fct@intradef.gouv.fr

Objet du marché

Accord cadre mixte portant sur la réalisation de diagnostics géotechniques pour les opérations d'infrastructures au profit des Forces Armées en Guyane.

Type d'acheteur public : L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées.

Représentant du pouvoir adjudicateur : le directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne.

Le marché est-il couvert par l'accord sur les marchés publics : non.

Principale activité du pouvoir adjudicateur : infrastructure immobilière.

Objet du marché :

La présente consultation concerne un accord-cadre mixte ayant pour objet la réalisation de diagnostics géotechniques pour les opérations d'infrastructures au profit des Forces Armées en Guyane.

Code CPV :

71631300-3– Services de contrôle technique de bâtiments.

Délai d'exécution :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'à la date anniversaire.

L'accord-cadre est à reconduction tacite chaque année à sa date anniversaire, sa durée totale ne pouvant excéder QUATRE (4) ans.

Décomposition en lots :

Le marché n'est pas alloti.

Variante : les variantes ne sont pas autorisées.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le financement est assuré par des ressources budgétaires État / Ministère des Armées.

Forme juridique que devra revêtir l'attributaire de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Les offres seront rédigées uniquement en langue française et en euros.

Conditions de participation :

Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde (clé USB ou papier) conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la copie de sauvegarde. L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.

Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

Critères d'attribution :

Voir le règlement de consultation.

Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents :

- Par voie électronique sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Date limite de réception des offres : Le lundi 16 juin à 12h00 (heure locale).

Délai de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Cayenne 7, rue Victor Schoelcher, 97 300 Cayenne, tél : 05-94-25-49-70, courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr.

Médiation :

COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application de l'article R 2197-1 à 25, en cas de différend concernant l'exécution des contrats publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

Les coordonnées du service de médiation sont : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr ou 09-88-68-19-25 et 06-07-48-31-44.

Visite des lieux :

Sans objet.

Date d'envoi du présent avis à la publication :

Bon pour insertion

Cet avis fait l'objet d'une annonce dans les supports publicitaires suivants :

☒ PLACE ☒ BOAMP ☒ JOUE

Bon pour insertion

Dressé par le Ministère des Armées, à Cayenne le

13/05/2025

L'ingénieur en chef de première classe Emmanuel RICHARD

Directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne

